

Licence de Brevets

Entre :

La société Morphochem GmbH, société de droit allemand, immatriculée au Registre de Munich sous le numéro HRB 242879, dont le siège social est situé à Gmunder Strasse 37-37 a, 81379 Munich, Allemagne, représentée par son Directeur Général, Monsieur Emmanuel PETIOT.

Ci-après désignée par « **MORPHOCHEM** » ou le « **Concédant** »

Et :

La société Deinove, société anonyme au capital social de 6.619.880,40 Euros, immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 492 272 521, dont le siège social est situé à Cap Sigma, ZAC Euromédecine II, 1682 rue de la Valsière, 34790 Grabels, France,

représentée par son Directeur Général, Monsieur Emmanuel PETIOT.

Ci-après désignée par « **DEINOVE** » ou le « **Licencié** »

MORPHOCHEM et DEINOVE sont individuellement désignées par la « **Partie** » et collectivement par les « **Parties** ».

PREAMBULE

Il est préalablement rappelé ce qui suit:

DEINOVE est une société de biotechnologie qui découvre, développe et produit des composés à haute valeur ajoutée issus de microorganismes rares pour les secteurs de la santé, de la nutrition et de la cosmétique.

MORPHOCHEM est une société de biotechnologie spécialisée dans le traitement des infections sévères de l'intestin qui a déposé six familles de demandes de brevets, en particulier relatifs au composé antibiotique MCB3837, désormais renommé DNV3837, visant notamment le traitement des infections gastro-intestinales sévères par *Clostridium difficile*. Ces brevets sont identifiés dans l'Annexe 1 des présentes, ci-après les "Brevets".

DEINOVE, après avoir pris le contrôle de MORPHOCHEM, a récemment repris le développement clinique du composé DNV3837, et de ce fait, sera amenée à court ou moyen terme à mettre en œuvre l'un ou l'autre brevet parmi les Brevets de MORPHOCHEM.

Les Parties se sont rapprochées afin de déterminer les modalités de la licence des Brevets ainsi concédée par MORPHOCHEM à DEINOVE.

CONVENTION

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Article 1 - Définitions

Les termes suivants, utilisés avec une majuscule initiale, revêtent le sens défini au présent article.

Approbation	signifie la phase d'approbation du/des Produit(s).
Brevets	signifie le ou les brevets identifiés dans l'Annexe 1 des présentes et le cas échéant complétés par le(s) CCP ou tout autre titre qui permettrait de protéger les droits d'une des familles de brevets.
CCP	signifie le ou les certificat(s) complémentaire(s) de protection délivrés à l'égard d'un ou de plusieurs médicaments se rattachant à un ou plusieurs brevets identifiés dans l'Annexe 1.
Commercialisation	signifie la phase de commercialisation du/des Produit(s).
Contrat	signifie le présent contrat et ses annexes.
Développement	signifie la phase de développement clinique du composé DNV3837 conduite sous la responsabilité et avec les moyens financiers de DEINOVE.
Durée	signifie la durée pendant laquelle de présent Contrat restera en vigueur, à savoir, à compter de la signature du Contrat, et aussi longtemps que l'un des Brevets sera en vigueur, y compris par le biais d'un CCP.
Etudes Cliniques	signifie les développements, les recherches, ainsi que tous les essais cliniques liés au composé DNV3837.
Perfectionnement	signifie toutes les améliorations brevetables dont l'exploitation implique la mise en œuvre d'un ou des Brevets et du savoir-faire lié.
Produits	signifie les produits résultant des travaux de recherche et développement, y compris des Etudes Cliniques, conduites par DEINOVE ou sous sa responsabilité, et issus de la mise en œuvre des Brevets et CCP.
Redevance	signifie la ou les redevance(s) due(s) par le Licencié au Concédant à raison de l'exploitation des Brevets pendant la Commercialisation du/des Produit(s).
Territoire	signifie les pays dans lesquels les Brevets sont déposés où dans lesquels une protection sera réclamée, et dans lesquels les CCP auront été délivrés.

Article 2 - Objet du contrat

2.1. Le Contrat a pour objet de déterminer les termes et conditions de la licence d'exploitation des Brevets concédée par le Concédant au Licencié.

2.2. Ainsi, le Concédant accorde au Licencié, qui l'accepte, dans les conditions suivantes :

- a) une licence exclusive d'utiliser les Brevets,
- b) dans le Territoire, et
- c) tant que l'un des Brevets ou CCP bénéficiera d'une protection légale, à moins que le Contrat ne soit résilié par anticipation conformément aux dispositions de l'Article 8 ci-après.

2.3. En conséquence de cette exclusivité, le Licencié aura seul le droit de mettre en œuvre les Brevets pour entreprendre les Etudes Cliniques, mener à bien les phases d'Approbation, puis organiser la Commercialisation des Produits.

2.4. L'exclusivité produit également ses effets à l'égard du Concédant, ce qui signifie qu'il ne pourra exploiter les Brevets, quel que soit le pays considéré, sans l'accord préalable du Licencié, et cela pendant les trois phases propres au Contrat à savoir, les Etudes Cliniques, l'Approbation et la Commercialisation.

Article 3 - Dispositions financières

3.1. De convention expresse entre les Parties, la première phase du Contrat, composée des Etudes Cliniques, donnera lieu à une rémunération, pouvant atteindre un total de 10.000.000 € (dix millions d'Euros), venant s'ajouter aux investissements financiers et humains engagés par le Licencié pour reprendre le Développement du composé DNV3837. Etant précisé que ces investissements incluent les étapes de CMC (*Chemistry, Manufacturing & Control*), à savoir la production des lots (*batches*) indispensables à la réalisation des Etudes Cliniques. A la date de signature des présentes, les engagements de dépenses pris par le Licencié sont de l'ordre de 7 millions d'Euros, et l'estimation de l'ensemble des coûts de Développement du composé DNV3837, ce jusqu'à L'Approbation, est de l'ordre de 32 millions d'Euros.

Le Licencié tiendra régulièrement informé le Concédant des principales étapes franchies, ainsi que des résultats majeurs obtenus à l'occasion de l'accomplissement des Etudes Cliniques. La rémunération devant être versée par le Licencié au Concédant, à chaque étape franchie avec succès, se décomposant comme suit :

- 500.000 € (cinq cent mille Euros) à l'inclusion du premier patient de l'étude clinique de Phase IIa ;
- 1.500.000 € (un million cinq cent mille Euros) à l'inclusion du premier patient de l'étude clinique de Phase IIb/III de l'essai pivot, ou de l'étude clinique de Phase III ;
- 2.000.000 € (deux millions d'Euros) en cas de résultats positifs de l'étude clinique de Phase IIb/III de l'essai pivot, ou de l'étude clinique de Phase III. Il est précisé que des résultats « positifs » signifient que tous les paramètres cliniques d'efficacité primaire, ainsi qu'au moins un paramètre d'efficacité secondaire, et les objectifs de sécurité afférents à l'homologation, ont été réunis ;
- 2.500.000 € (deux millions cinq cent mille Euros) lors de l'acceptation par la FDA du dépôt réglementaire pour la première autorisation de commercialisation du composé DNV3837, au moins aux États-Unis d'Amérique, ou dans tout autre pays pris individuellement, ou plusieurs pays pris globalement, représentant le même nombre de patients admissibles et, en conséquence, la même valeur commerciale que les États-Unis d'Amérique ;
- 3.500.000 € (trois millions cinq cent mille Euros) lors de la première autorisation de commercialisation du composé DNV3837 au moins aux États-Unis d'Amérique (*New Drug Application*), ou dans tout autre pays pris individuellement, ou plusieurs pays pris globalement, représentant le même nombre de patients admissibles et, en conséquence, la même valeur commerciale qu'aux États-Unis d'Amérique.

u u

Les Parties conviennent que la durée de cette première phase ne saurait excéder cinq années à compter de la date de signature du Contrat.

3.2. A l'issue de la phase des Etudes Cliniques démarrera la phase propre à l'Approbation des Produits. A ce stade, et conformément aux termes de l'alinéa 3.1 ci-dessus, le Licencié aura versé au Concédant un total de 6.500.000 € (Six millions cinq cent mille Euros), ce dans l'hypothèse où toutes les étapes du Développement auront été franchies avec succès.

3.3. A l'issue de la phase d'Approbation du/des Produit(s), les Parties enclencheront la phase de Commercialisation dudit/desdits Produit(s), qui donnera lieu au versement d'une Redevance. Etant rappelé que la première phase d'Approbation d'un Produit aura conduit le Licencié à verser au Concédant un montant complémentaire de 3.500.000 € (Trois millions cinq cent mille Euros).

Les Parties conviendront du pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par le Licencié à retenir pour calculer la Redevance. En toute hypothèse, le taux de Redevance devrait se situer dans une fourchette entre 3 et 5% du chiffre d'affaires réalisé par le Licencié en commercialisant le(s) Produit(s).

3.4. La Redevance sera versée à l'issue de chaque année selon le mode opératoire suivant :

- i. Le Licencié communiquera au Concédant, au plus tard dans le mois qui suit la fin de chaque année civile, un état récapitulatif de son chiffre d'affaires ;
- ii. Dès réception de cet état, le Concédant établira une facture dont le montant représentera le pourcentage (tel que convenu entre les Parties) du chiffre d'affaires communiqué par le Licencié pour l'année écoulée.

3.5. Le Concédant pourra à tout moment faire effectuer, par le mandataire de son choix, toutes vérifications comptables au siège du Licencié, qui s'oblige à tenir à la disposition du Concédant toutes pièces utiles à son contrôle.

Si la vérification entraîne la constatation d'une différence de plus de 3% (trois pour cent) par rapport au chiffre d'affaires déclaré, le Licencié remboursera le Concédant des frais occasionnés par la vérification, sans préjudice de tous les droits ou actions s'il y a lieu.

Dans le cas contraire, le Concédant conservera à sa charge les frais de vérification.

Dans tous les cas, le Licencié procèdera au paiement du complément de la Redevance dans les meilleurs délais.

Article 4 - Droits d'utilisation

4.1. Le Licencié s'interdit tout type d'exploitation non explicitement autorisé par le présent Contrat. En conséquence, le Licencié ne peut céder à un tiers quelconque, même à titre temporaire et/ou gratuit, les Brevets et/ou la présente licence d'utilisation.

4.2. Le Licencié pourra concéder des sous-licences des Brevets à tous tiers de son choix et cela sans aucune validation du Concédant. Il appartiendra au Licencié d'englober le chiffre d'affaires ainsi réalisé par le(s) tiers sous-licencié(s) dans la déclaration annuelle prévue à l'Article 3 ci-dessus.

Article 5 - Développements futurs et perfectionnements

5.1. Le Licencié tiendra informé le Concédant des améliorations des Brevets dont il pourrait être à l'origine.

5.2. Tout Perfectionnement apporté par le Licencié aux Brevets entrera, qu'il soit brevetable ou non, dans le champ d'application de la présente licence sans supplément de Redevance à la charge du Licencié.

5.3. Les Perfectionnements seront brevetés par le Concédant et à ses frais exclusifs.

5.4. Chaque Partie reste propriétaire de son savoir-faire, de ses méthodologies et trames de documents antérieurs. Sauf autrement stipulé aux présentes, l'autre Partie ne reçoit sur ce savoir-faire aucun droit du fait du présent Contrat.

Article 6 - Garanties – Responsabilités

6.1. Le Concédant garantit au Licencié la jouissance paisible des Brevets, pendant toute la durée du Contrat, ainsi que leur existence matérielle et leur validité. Le Licencié reconnaît connaître et avoir obtenu l'ensemble des documents et informations relatifs aux Brevets et déclare être pleinement informé de leur validité.

6.2. Au cas où l'un des Brevets viendrait à être déclaré nul et déchu par décision judiciaire devenue définitive, le Licencié ne pourrait prétendre à aucune indemnité ni à aucun remboursement des sommes déjà engagées pour la réalisation des Etudes Cliniques, ni pour ce qui est des Redevances déjà versées ou qui seraient dues au Concédant à la date de ladite décision judiciaire.

6.3. A l'égard des clients et des tiers, le Licencié sera seul responsable des dommages causés du fait des Produits, et notamment, de tout défaut de fabrication, vices ou malfaçons quelconques, non-conformité, erreurs de manipulation, de mauvaises conditions de transport ou d'entreposage, y compris ceux qui pourraient être imputables à ses préposés ou sous-traitants. En conséquence, le Licencié garantit expressément le Concédant contre toute action de tiers relatives à de tels dommages.

6.4. En outre, le Licencié s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité civile, suffisante pour couvrir les risques liés à l'exploitation des Brevets et à en justifier au Concédant à première demande de celui-ci. Il s'engage à maintenir cette police d'assurance en vigueur pendant toute la durée du présent Contrat et à informer par écrit le Concédant de toute modification qui pourrait y être apportée pendant l'exécution du présent Contrat, de quelque nature qu'elle soit.

Article 7 - Propriété industrielle – Contrefaçon

7.1. Les frais d'entretien et de maintien des Brevets seront à la charge exclusive du Concédant, y compris les frais liés aux extensions des Brevets dans des pays demandés par le Licencié.

7.2. Les Parties s'informeront réciproquement, dès qu'elles en auront connaissance de tous actes de contrefaçon des Brevets par un tiers, et se fourniront mutuellement tous les éléments dont elles disposeront, permettant notamment d'apprécier la nature et l'ampleur d'une éventuelle contrefaçon.

7.3. Il appartiendra en priorité au Concédant, si celui-ci le souhaite, d'engager toutes poursuites à l'encontre du tiers contrefacteur.

A défaut d'action du Concédant, le Licencié pourra agir, à ses seuls nom, frais, risques et bénéfices, en agissant au mieux de ses intérêts et de ceux du Concédant, qui s'engage à lui apporter, le cas échéant, ses conseils techniques et/ou juridiques.

Article 8 - Résiliation anticipée

8.1. Le présent Contrat pourra être résilié de plein droit et par anticipation, aux torts de la Partie fautive, par l'une ou l'autre des Parties, en cas de manquement par l'autre Partie à l'une quelconque des obligations lui incombant aux termes des présentes, si la Partie défaillante ne remédiait pas aux dits manquements 15 jours après la réception d'une notification qui lui aura été adressée à cet effet, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par la Partie victime de la défaillance, faisant état de ses griefs et de l'intention de faire application de la présente clause résolutoire expresse.

Le cas échéant, la résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits ou actions dont pourrait se prévaloir la Partie victime de la défaillance à l'encontre de la Partie fautive.

8.2. Le présent Contrat sera résilié de plein droit dans le cas où les Brevets seraient annulés par une décision de justice devenue définitive.

Si seulement l'un des Brevets était annulé, sauf à ce que ce brevet soit essentiel pour conduire les Etudes Cliniques et mener à bien la Commercialisation des Produits, l'annulation dudit brevet n'emportera pas résiliation du présent Contrat. Cependant, cette annulation pourra permettre aux Parties de revoir, d'un commun accord, la Redevance.

Article 9 - Conséquences de la cessation des relations contractuelles

9.1. A l'expiration du présent Contrat pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation anticipée en application des stipulations de l'Article 8 « Résiliation anticipée » ci-dessus, le Licencié remettra sans délai au Concédant tous les documents en sa possession visés et qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, et cessera immédiatement toute exploitation des Brevets sous quelque forme que ce soit, et à quelque titre que ce soit.

9.2. Les dispositions ci-dessus, concernant l'obligation de confidentialité du Licencié, demeureront en vigueur pour la durée qui y est stipulée, et tant que l'un des Brevets ne sera pas tombé dans le domaine public.

9.3. Les Parties procéderont de façon contradictoire à un arrêté de comptes, afin de déterminer les sommes restant dues au Concédant au jour de la cessation des relations contractuelles, qui, sauf accord contraire des Parties, deviendront immédiatement exigibles du fait de l'expiration du présent Contrat, pour quelque cause que ce soit.

9.4. Le Concédant pourra racheter, s'il le souhaite, au Licencié, les produits fabriqués en application du présent Contrat et encore en stock chez ce dernier au jour de la cessation des relations contractuelles, à condition qu'ils soient de bonne qualité marchande, à leur prix de revient minoré d'une décote dont le taux sera déterminé au moment du rachat.

Si ces produits n'étaient plus de bonne qualité marchande, ils seraient immédiatement détruits par le Licencié, à ses frais exclusifs.

Le Concédant pourra également choisir de reprendre à son compte, s'il le souhaite, à compter de l'expiration du Contrat, toutes les commandes et fabrication en cours à cette date, non encore traitées par le Licencié, qui accepte expressément de les lui transmettre.

Article 10 - Confidentialité

10.1. Pendant toute la durée du présent Contrat et pour une période de dix (10) ans au-delà de son terme, les Parties sont tenues à une obligation de secret portant sur toutes les informations échangées entre elles relativement aux Brevets, ou communiquées par le Licencié au Concédant, en particulier concernant les Etudes Cliniques.

10.2. En cas de fin ou de rupture, pour quelque cause que ce soit, du présent Contrat, les Parties cesseront tout échange d'informations confidentielles et s'engagent à détruire les informations confidentielles de l'autre Partie.

10.3. Cet engagement de confidentialité ne vise que les informations :

- qui ne seraient pas connues de l'une des Parties au moment de la signature du présent Contrat ;
- qui ne seraient pas dans le domaine public, ou n'y tomberaient pas au cours de l'exécution du présent Contrat, sans cependant que leur divulgation puisse être reprochée à l'une des Parties, à son personnel, à ses préposés ou sous-traitants ;
- qui n'auraient pas été reçues d'un tiers de façon licite ;

- dont la divulgation ne serait pas imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire impérative, ou par application d'une décision de justice définitive ou d'une sentence arbitrale.

Article 11 - Transfert du Contrat

Le Contrat étant conclu *intuitu personae*, les droits et obligations en résultant ne pourront être cédés ou transférés, totalement ou partiellement, à titre gratuit ou onéreux, à quelque titre, sous quelque forme et à quelque personne que ce soit (et notamment sous forme de cession ou location-gérance de fonds de commerce, de fusion, scission, d'apport partiel d'actif ou de cession de titres), par l'une des Parties, sans l'accord préalable exprès de l'autre Partie.

Article 12 - Langue du Contrat - Droit applicable

12.1. De convention expresse entre les Parties, le présent Contrat est régi et soumis au droit français.

12.2. Il est rédigé en langue française. Une version anglaise est annexée sous l'Annexe 2 des présentes aux seules fins d'information de MORPHOCHEM, société de droit allemand.

12.3. En toute hypothèse, de convention expresse entre les Parties, seul le texte français fera foi en cas de différend entre les Parties et/ou de litige.

Article 13 - Juridiction

En cas de contestation sur une interprétation ou sur l'exécution de l'une de ses dispositions, et à défaut d'accord des Parties pour avoir recours à une procédure préalable d'arbitrage, le Tribunal de Commerce de Montpellier, ou le Tribunal de grande instance de Paris pour tout différend lié à un droit de propriété industrielle, sera seul compétent pour connaître les litiges éventuels.

Article 14 - Nullité partielle

Si l'une des dispositions du présent Contrat est ou devient non valide ou inapplicable, ou si le présent Contrat présente des lacunes, la validité des autres dispositions du présent Contrat ne sera pas affectée.

Dans ce cas, la disposition non valide ou inapplicable ou les lacunes seront remplacées ou complétées par une disposition valide et applicable, qui le plus possible se rapprochera de la disposition non valide ou inapplicable, et qui, en tout état de cause, servira l'objet du présent Contrat dans le respect de l'intention des Parties.

Article 15 - Enregistrement fiscal - Inscription de la Licence

15.1. Toutes les impositions, taxes et droits qui seraient dus en conséquence de la présente Licence, et notamment les éventuels droits d'enregistrement fiscal, à l'exception des impositions personnelles du Concédant, seront à la charge du Licencié, qui s'engage à les verser en temps utile, et à procéder à toute formalité fiscale qui découlerait de la présente licence des Brevets.

15.2. Les frais afférents aux formalités administratives d'inscription du présent Contrat aux registres des brevets de chacun des Offices de propriété industrielle concernés et, si nécessaire, seront à la charge du Licencié, qui s'y oblige et qui donne par les présentes tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent acte, pour faire inscrire ledit Contrat si possible par voie d'extraits.

Article 16 - Relations entre les Parties

Les Parties sont et doivent être considérées comme des parties indépendantes et aucune des dispositions du présent Contrat ne saurait être interprétée comme constituant une société créée de fait, une société en participation, une *joint-venture* ou une agence entre les Parties.

Article 17 - Divers

17.1. Le présent Contrat constitue l'intégralité des accords passés entre les Parties relativement à l'objet de ce Contrat, et annule et remplace tous les engagements, déclarations, négociations, communications orales ou écrites, acceptations, contrats et accords précédents relatifs à l'objet des présentes.

17.2. Tous les documents annexés au présent Contrat sous les Annexes 1 et 2 en font partie intégrante et forment, avec celui-ci, un ensemble indivisible dans l'esprit des Parties.

17.3. Toute modification des dispositions du présent Contrat ne sera effective qu'à compter de la conclusion d'un avenant écrit dûment signé par les Parties, à l'exception de toute modification de la liste des Brevets et CCP qui pourra intervenir pendant la Durée. De telles modifications, suppressions ou ajouts à ladite liste seront effectués par le Concédant, qui en informera, par le moyen de communication le plus adapté, le Licencié.

17.4. Les titres des articles et paragraphes du présent Contrat ont été rédigés afin de faciliter la lecture des présentes et n'ont aucune incidence sur l'interprétation du présent Contrat.

17.5. Si l'une quelconque des stipulations du présent Contrat était déclarée illicite ou nulle par une décision de justice devenue définitive, une décision devenue définitive d'un arbitre ou de toute autre autorité, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi les conséquences de cette annulation, de sorte que l'équilibre économique du Contrat soit, autant que faire se peut, respecté.

Dans l'hypothèse où les Parties ne parviendraient pas à un accord sur le remplacement de la (des) clause(s) en cause, ladite(lesdites) clause(s) sera(ont) seule(s) annulée(s) et les autres stipulations du présent Contrat resteront en vigueur, sans qu'il soit porté atteinte à la validité du Contrat dans son ensemble, ni à ses effets juridiques.

17.6. Toute notification aux termes des présentes devra être adressée par écrit aux adresses indiquées aux présentes ou par courrier électronique (hormis les cas où un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception est requis au titre du Contrat), et sera réputée avoir été effectuée et reçue (i) le même jour en cas de remise en mains propres (ii), le jour suivant en cas d'envoi par courrier électronique, télécopie ou fac-similé, (iii), le jour de la première présentation en cas de lettre recommandée avec accusé de réception, ou (iv) le troisième jour ouvrable après l'envoi de la notification par un service de courrier international (tel que FedEx/UPS).

Les Parties s'engagent à se tenir informées réciproquement et immédiatement, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout changement d'adresse postale et/ou électronique.

17.7. Aucune des Parties ne pourra être tenue pour responsable, en cas d'impossibilité d'exécuter ou de retard dans l'exécution d'une ou plusieurs de ses obligations au titre du présent Contrat, si un tel retard ou une telle impossibilité résulte de circonstances totalement indépendantes de sa volonté, telles qu'un incendie, une inondation ou toute autre catastrophe naturelle, un mouvement social, une révolution/émeute, une décision gouvernementale ou encore un changement de la législation applicable aux présentes ou tout autre cas de force majeure.

17.8. Les Parties déclarent que (i) les dispositions du Contrat ont été négociées de bonne foi, conformément aux dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, et que (ii) toutes les informations dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'une des Parties ont été révélées par la Partie qui en a eu connaissance à l'autre Partie, conformément aux dispositions de l'article 1112-1 du même Code.

Fait en deux exemplaires,

A Montpellier,

le 28 juin 2019



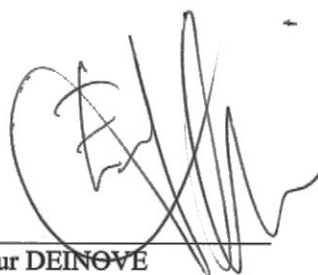
Pour MORPHOCHEM

Emmanuel PETIOT

Directeur Général (*Geschäftsführer*)

A Montpellier,

le 28 juin 2019



Pour DEINOVE

Emmanuel PETIOT

Directeur Général

Annexe 1

Liste des Brevets

Morphochem - Patent Applications

Our Ref.	Short Title	Country	Status	Filing Date	Official File No.
16075	ANTHRAX	BR	Application	06.04.2004	BR PI0409955-9
16279	OXAZOLIDINONCHINOLON	BR	Application	03.09.2004	BR-PI0414107-5
20095	OXAZOLIDINONCHINOLON	HK	Application	03.09.2004	HK 12103245.3
21556	OXAZOLIDINONE	US	Application	20.12.2004	US 14/816,789
16513	OXAZOLIDINONE	BR	Application	20.12.2004	BR PI0417193-4
22068	OXAZOLIDINONE	CN	Application	20.12.2004	CN 20161120339.0
21640	Oxazolidinone-quinolone hybrid	JP	Application	09.05.2014	JP 2016-518855
21994	Oxazolidinone-quinolone hybrid	HK	Application	09.05.2014	HK 16111733.1
21638	Oxazolidinone-quinolone hybrid	IN	Application	09.05.2014	IN 7335/CHEMP/2015
21645	Oxazolidinone-quinolone hybrid	US	Application	09.05.2014	US 14/894,400
21633	Oxazolidinone-quinolone hybrid	AU	Application	09.05.2014	AU 2014 273 510
21641	Oxazolidinone-quinolone hybrid	KR	Application	09.05.2014	KR10-2015-7036752
21637	Oxazolidinone-quinolone hybrid	EP	Application	09.05.2014	EP 14 723 716 8
21639	Oxazolidinone-quinolone hybrid	IL	Application	09.05.2014	IL 242771
21642	Oxazolidinone-quinolone hybrid	MX	Application	09.05.2014	MX/a/2015/016320
21634	Oxazolidinone-quinolone hybrid	BR	Application	09.05.2014	BR 11 2015 029 488 0
21635	Oxazolidinone-quinolone hybrid	CA	Application	09.05.2014	CA 2,912,590
21636	Oxazolidinone-quinolone hybrid	CN	Application	09.05.2014	CN 2014800313733
21644	Oxazolidinone-quinolone hybrid	RU	Application	09.05.2014	RU 2015 155 345
21643	Oxazolidinone-quinolone hybrid	NZ	Application	09.05.2014	NZ 713945
21646	Oxazolidinone-quinolone hybrid	ZA	Application	09.05.2014	ZA 2015/08324
21632	Treatment of bacterial infect	ZA	Application	28.05.2014	ZA 2015/08325
21623	Treatment of bacterial infect	EP	Application	28.05.2014	EP 14 728 445.9
21630	Treatment of bacterial infect	RU	Application	24.12.2015	RU 2015 155 646
21621	Treatment of bacterial infect	CA	Application	28.05.2014	CA 2,912,728
21620	Treatment of bacterial infect	BR	Application	28.05.2014	BR 11 2015 029367 0
21628	Treatment of bacterial infect	MX	Application	28.05.2014	MX/a/2015/016319
21622	Treatment of bacterial infect	CN	Application	28.05.2014	CN 201480031268X
21631	Treatment of bacterial infect	US	Application	28.05.2014	US 14/894,408
21629	Treatment of bacterial infect	NZ	Application	28.05.2014	NZ 713946
21625	Treatment of bacterial infect	IL	Application	28.05.2014	IL 242770
21619	Treatment of bacterial infect	AU	Application	28.05.2014	AU 2014 273 471

BOETERS LIECK 15.03.2018

u u

Morphochem - Patent Applications

21624	Treatment of bacterial infect.	IN	Application	28.05.2014	IN 7333/CHENP/2015
21626	Treatment of bacterial infect.	JP	Application	28.05.2014	JP 2016-518858
21993	Treatment of bacterial infect.	HK	Application	28.05.2014	HK 16111732.2
21627	Treatment of bacterial infect.	KR	Application	28.05.2014	KR 20-2015-7036749

BOETERS LIECK 15.03.2018

u u

Morphochem - Granted Patents

Our Ref. Short Title	Country	Status	Filing Date	Official File No.	Granted on Patent No.
16076 ANTHRAX	CN	granted	06.04.2004	CN 04 800 18679 1	30.09.2009 CN ZL 200480018679 1
16077 ANTHRAX	JP	granted	06.04.2004	JP 2006-505018	19.08.2011 JP 4805139
16078 ANTHRAX	KR	granted	06.04.2004	KR 10-2005-7020656	27.12.2011 KR 10-1101982
16079 ANTHRAX	MX	granted	06.04.2004	MX-PA/a/2005/011654	15.01.2009 MX 263 849
16085 ANTHRAX	IL	granted	06.04.2004	IL 171,546	01.10.2014 IL 171,546
16124 ANTHRAX	AU	granted	06.04.2004	AU 04,233 557	03.06.2010 AU 2004 233557
16125 ANTHRAX	CA	granted	06.04.2004	CA 2,529,347	06.09.2011 CA 2,529,347
16126 ANTHRAX	EP	granted	06.04.2004	EP 04 725 909 8	11.06.2008 EP 1 620 098
16127 ANTHRAX	IN	granted	06.04.2004	IN 05.1254/MUM NP	10.06.2008 IN 220905
16128 ANTHRAX	NZ	granted	06.04.2004	NZ 543 757	11.06.2009 NZ 543757
16129 ANTHRAX	RU	granted	06.04.2004	RU 2005 137 032	22.09.2008 RU 2 351 335
16130 ANTHRAX	ZA	granted	06.04.2004	ZA 2005/09 147	28.03.2007 ZA 2005/09147
16332 ANTHRAX	HK	granted	06.04.2004	HK 06 101 647 9	29.08.2008 HK 1078806
19424 ANTHRAX	US	granted	06.04.2004	US 12/987,611	18.09.2012 US 8,268,812
19633 ANTHRAX	JP	granted	06.04.2004	JP 2011-82360	09.05.2014 JP 5536706
20328 ANTHRAX	US	granted	06.04.2004	US 13/596,700	20.08.2013 US 8,513,231
14781 DUAL ACTION ANTIBIOT	BR	granted	04.10.2002	BR 02 130 63-7	14.02.2018 BR 02 130 63-7
19229 DUAL ACTION ANTIBIOT	US	granted	04.10.2002	US 12/879 911	11.12.2012 US 8,329 908
17820 DUAL ACTION ANTIBIOT	CN	granted	04.10.2002	CN 2008 10096705 2	06.07.2011 CN ZL 200810096705 2
17862 DUAL ACTION ANTIBIOT	HK	granted	04.10.2002	HK 09 107 592 8	05.04.2012 HK 1128469
18723 DUAL ACTION ANTIBIOT	KR	granted	04.10.2002	KR 10-2009-7015793	07.10.2010 KR 10-0987696
14780 DUAL ACTION ANTIBIOT	AU	granted	04.10.2002	AU 02 361 9487	29.03.2007 AU 02,361 9487
14782 DUAL ACTION ANTIBIOT	CA	granted	04.10.2002	CA 2 460 572	08.11.2011 CA 2 460 572
14784 DUAL ACTION ANTIBIOT	EP	granted	04.10.2002	EP 02 796 533 4	08.08.2007 EP 1 432 705
14785 DUAL ACTION ANTIBIOT	HU	granted	04.10.2002	HU P 04 02126	11.02.2015 HU 229 935
14786 DUAL ACTION ANTIBIOT	IL	granted	04.10.2002	IL 160 769	25.03.2010 IL 160 769
14787 DUAL ACTION ANTIBIOT	IN	granted	04.10.2002	IN 04 158/MUMNP	29.05.2009 IN 234478
14788 DUAL ACTION ANTIBIOT	JP	granted	04.10.2002	JP 03 535 766	30.10.2009 JP 4 398 245
14789 DUAL ACTION ANTIBIOT	KR	granted	04.10.2002	KR 04 7005010	13.11.2009 KR 10-0927884
14790 DUAL ACTION ANTIBIOT	NZ	granted	04.10.2002	NZ 531 879	09.02.2006 NZ 531 879
14791 DUAL ACTION ANTIBIOT	PL	granted	04.10.2002	PL 367 517	14.09.2011 PL 210850
14792 DUAL ACTION ANTIBIOT	US	granted	04.10.2002	US 10/491 519	26.10.2010 US 7,820,823

BOETERS LIECK 15.03.2018

u u

Morphochem - Granted Patents

14793	DUAL ACTION ANTIBIOT	ZA	granted	04.10.2002	ZA 04.1909	25.05.2005	ZA 04.1909
19144	OXAZOLIDINONCHINOLC	IL	granted	03.09.2004	IL 205.706	28.09.2013	IL 205.706
18647	OXAZOLIDINONCHINOLC	US	granted	03.09.2004	US 12/455.810	28.02.2012	US 8,124,772
19240	OXAZOLIDINONCHINOLC	EP	granted	03.09.2004	EP 10 011 797.7	02.11.2016	EP 2 374 806
16278	OXAZOLIDINONCHINOLC	AU	granted	03.09.2004	AU 04 270 379	14.07.2011	AU 2004270379
16280	OXAZOLIDINONCHINOLC	CA	granted	03.09.2004	CA 2,537,345	29.01.2013	CA 2,537,345
16281	OXAZOLIDINONCHINOLC	CN	granted	03.09.2004	CN 2004 800 25284.4	11.03.2009	CN 2004 800 25284.4
16282	OXAZOLIDINONCHINOLC	EP	granted	03.09.2004	EP 04 764 810.0	02.07.2014	EP 1 660 489
16283	OXAZOLIDINONCHINOLC	IL	granted	03.09.2004	IL 173,407	01.02.2011	IL 173,407
16284	OXAZOLIDINONCHINOLC	IN	granted	03.09.2004	IN 111/MUMNP/2006	29.09.2008	IN 224119
16285	OXAZOLIDINONCHINOLC	JP	granted	03.09.2004	JP 06 525 723	13.05.2011	JP 4742039
16286	OXAZOLIDINONCHINOLC	KR	granted	03.09.2004	KR 10-2006-7004155	05.12.2012	KR 10-1211025
16287	OXAZOLIDINONCHINOLC	MX	granted	03.09.2004	MX-PIA/2006/002 366	16.12.2009	MX 272809
16288	OXAZOLIDINONCHINOLC	NZ	granted	03.09.2004	NZ 545 491	08.04.2010	NZ 545491
16289	OXAZOLIDINONCHINOLC	RU	granted	03.09.2004	RU 2006 110 535	25.05.2009	RU 2373203
16290	OXAZOLIDINONCHINOLC	US	granted	03.09.2004	US 10/570,775	07.07.2009	US 7,557,214
16291	OXAZOLIDINONCHINOLC	ZA	granted	03.09.2004	ZA 06 01178	25.04.2007	ZA 2006/01178
16292	OXAZOLIDINONCHINOLC	HK	granted	03.09.2004	HK 06 106 306.0	17.10.2014	HK 1083848
16512	OXAZOLIDINONE	AU	granted	20.12.2004	AU 2004 299 278	15.08.2013	AU 2004299278
16514	OXAZOLIDINONE	CA	granted	20.12.2004	CA 2,549,675	20.11.2012	CA 2,549,675
16516	OXAZOLIDINONE	EP	granted	20.12.2004	EP 04 804 099.2	20.11.2013	EP 1 709 044
16517	OXAZOLIDINONE	IN	granted	20.12.2004	IN 693/MUMNP/2006	07.12.2010	IN 244465
16518	OXAZOLIDINONE	IL	granted	20.12.2004	IL 175,409	01.09.2011	IL 175,409
19799	OXAZOLIDINONE	JP	granted	20.12.2004	JP 2011-158523	03.04.2015	JP 5722149
16520	OXAZOLIDINONE	KR	granted	20.12.2004	KR 10 2006 7014403	17.08.2012	KR 10-1178450
16521	OXAZOLIDINONE	MX	granted	20.12.2004	MX PA/a/2006/006769	10.10.2008	MX 261246
16522	OXAZOLIDINONE	NZ	granted	20.12.2004	NZ 547 382	11.03.2010	NZ 547 382
16523	OXAZOLIDINONE	RU	granted	20.12.2004	RU 2006 125 510	27.10.2009	RU 2371443
16524	OXAZOLIDINONE	ZA	granted	20.12.2004	ZA 06/04180	28.11.2007	ZA 06/04180
16525	OXAZOLIDINONE	US	granted	20.12.2004	US 10/583,419	17.04.2012	US 8,158,797
16526	OXAZOLIDINONE	HK	granted	20.12.2004	HK 06 112 470.8	05.09.2008	HK 1090647
20741	OXAZOLIDINONE	US	granted	20.12.2004	US 13/933,811	15.09.2015	US 9,133,213
20052	OXAZOLIDINONE	US	granted	20.12.2004	US 13/368,667	06.08.2013	US 8,501,774

BOETERS LIECK 15.03.2018

u u

Annexe 2

Traduction en anglais

Patent Licence

Between:

Morphochem GmbH, a company under German law registered with the Munich Companies Register under number HRB 242879 and whose headquarters are located at Gmunder Strasse 37-37 a, 81379 Munich, Germany,

represented by its Chief Executive Officer, Mr. Emmanuel Petiot.

Hereinafter referred to as "MORPHOCHEM" or the "Licensor"

And:

Deinove, a public limited company with 6,619,880.40 euros in share capital, registered with the Montpellier Companies Register under number 492 272 521 and whose headquarters are located at Cap Sigma, ZAC Euromédecine II, 1682 rue de la Valsière, 34790 Grabels, France,

represented by its Chief Executive Officer, Mr. Emmanuel Petiot.

Hereinafter referred to as "DEINOVE" or the "Licensee"

MORPHOCHEM and DEINOVE are individually referred to as the "Party" and collectively as the "Parties".

PREAMBLE

Firstly, the following should be pointed out:

DEINOVE is a biotech company that discovers, develops and produces high value-added compounds based on rare microorganisms for the healthcare, nutrition and cosmetics sectors.

MORPHOCHEM is a biotechnology company specialised in the treatment of severe intestinal infections that has filed six families of patent applications, notably relative to the antibiotic compound MCB3837, now renamed DNV3837, notably targeting the treatment of severe *Clostridium difficile* gastrointestinal infections. These patents are identified in Appendix 1 of the present, hereinafter referred to as the "Patents".

After taking over MORPHOCHEM, DEINOVE recently resumed the clinical development of the compound DNV3837, and will therefore need to implement one or several of MORPHOCHEM's Patents in the short or medium term.

The Parties have met to determine the terms and conditions of the Patent licence that MORPHOCHEM has granted to DEINOVE.

AGREEMENT

Now therefore, it is agreed as follows:

Article 1 - Definitions

The following terms, beginning with a capital letter, have the meaning defined in this article.

Approval	means the approval phase for the Product(s).
Patents	means the patent(s) identified in Appendix 1 of the present and, where applicable, rounded out by the SPC(s) or any other title that may protect the rights of one of the family of patents.
SPC	means the Supplementary Protection Certificate(s) issued for one or more medicinal products in connection with one or more patents identified in Appendix 1.
Marketing	means the Product Marketing phase.
Contract	means the present contract and its appendixes.
Development	means the DNV3837 compound's clinical development phase carried out under the responsibility of and with the financial resources of DEINOVE.
Duration	means the duration of the period during which the present Contract shall remain in effect, i.e. starting from the moment the Contract is signed, and so long as one of the Patents remains in effect, including through an SPC.
Clinical Trials	means any development, research, or clinical trials related to the DNV3837 compound.
Improvement	means any patentable improvements whose exploitation entails the implementation of one or more Patents and the related know-how.
Products	means products resulting from R&D work, including Clinical Trials, carried out by DEINOVE or under its responsibility, and produced through the execution of Patents and SPCs.
Royalties	means the royalties owed by the Licensee to the Licensor for the exploitation of Patents during the Marketing of the Product(s).
Territory	means the countries in which the Patents are registered or in which protection is claimed and in which SPCs have been issued.

Article 2 - Purpose of the contract

2.1. The purpose of this Contract is to determine the terms and conditions of the Patent licence granted by the Licensors to the Licensee.

2.2. The Licensors thus grants the Licensee, who accepts, under the following conditions:

- a) an exclusive licence for using the Patents,
- b) in the Territory, and
- c) for as long as one of the Patents or SPCs are covered by legal protection, on condition that the Contract has not been terminated early in accordance with the provisions of Article 8 below.

2.3. As a consequence of this exclusivity, the Licensee alone shall have the right to exploit the Patent to undertake Clinical Trials, complete the Approval phases and then organise Product Marketing.

2.4. Exclusivity also affects the Licensors, meaning that he/she may no longer use the Patents, regardless of the country in question, without prior authorisation from the Licensee during the three Contract-specific phases, i.e. Clinical Trials, Approval and Marketing.

Article 3 - Financial provisions

3.1. By express agreement between the Parties, the first phase of the Contract, comprising the Clinical Trials, shall give rise to remuneration which may amount to a total of €10,000,000 (ten million euros), to be added to the financial and human investments made by the Licensee to resume Development of the DNV3837 compound. It is understood that these investments include the CMC (Chemistry, Manufacturing & Control) stages, i.e. batch production necessary to performing the Clinical Trials. At the date upon which this Contract is signed, the financial commitments taken by the Licensee amount to approximately 7 million euros, and the estimate of the total Development costs for the DNV3837 compound, through to Approval, amounts to approximately 32 million euros.

The Licensee shall keep the Licensors regularly informed of the main milestones achieved, as well as of any major results obtained when the Clinical Trials are finished. The remuneration to be paid by the Licensee to the Licensors upon successful completion of each milestone can be broken down as follows:

- €500,000 (five hundred thousand euros) upon inclusion of the first patient in the Phase IIa clinical trial;
- €1,500,000 (one million five hundred thousand euros) upon inclusion of the first patient in the Phase IIb/III clinical trial of the pivotal trial, or the Phase III clinical trial;
- €2,000,000 (two million euros) in the case of positive results from the Phase IIb/III clinical trial of the pivotal trial, or for the Phase III clinical trial. For the sake of clarity, "positive" results means that all the clinical parameters of primary efficacy, as well as at least one parameter of secondary efficacy, and the safety targets required for approval, have been achieved;
- €2,500,000 (two million five hundred thousand euros) upon acceptance by the FDA of the regulatory filing for the first authorisation to market the DNV3837 compound, at least in the United States of America, or in any other country, on an individual basis, or several other countries on a joint basis, which represent the same number of admissible patients, and therefore, the same commercial value as the United States of America;
- €3,500,000 (three million five hundred thousand euros) upon the first marketing authorisation for the DNV3837 compound, at least in the United States of America (New Drug Application), or in any other country, on an individual basis, or several other countries on a joint basis, which represent the same number of admissible patients, and therefore, the same commercial value as the United States of America.

The Parties agree that the duration of this first phase shall not exceed five years from the date on which the Contract is signed.

3.2. At the end of the Clinical Trial phase shall begin the phase dedicated to Product Approval. At this stage, and in accordance with the terms laid down in paragraph 3.1 above, the Licensee shall have paid the Licensor a total of €6,500,000 (six million five hundred thousand euros), on the assumption that all the Development milestones have been successfully achieved.

3.3. At the end of the Product Approval phase, the Parties shall undertake the Marketing phase for said Product(s), which shall give rise to the payment of Royalties. It should be noted that the first Product Approval phase shall lead the Licensee to pay the Licensor an additional amount of €3,500,000 (three million five hundred thousand euros).

The Parties shall agree on the percentage of sales achieved by the Licensee to be used in calculating the Royalties. In any case, the rate of Royalties must fall within a range of 3 to 5% of the sales achieved by the Licensee by marketing the Product(s).

3.4. Royalties shall be paid at the end of each year according to the following procedure:

- i. The Licensee shall transmit a consolidated statement of sales to the Licensor no later than during the month following the end of each calendar year;
- ii. Upon receipt of said statement, the Licensor shall draw up an invoice whose amount represents the percentage (as agreed upon by the Parties) of the sales transmitted by the Licensee for the past year.

3.5. The Licensor may at any time ask the representative of their choice to perform financial audits at the head offices of the Licensee, who accepts to keep all documents useful for such audits available to the Licensor.

If a difference of more than 3% (three percent) compared to the stated sales is observed during the audit, the Licensee shall reimburse the Licensor for the expenses incurred for the audit, without prejudice to any rights or remedies that may be available to them.

Otherwise, the Licensor shall cover any expenses incurred for the audit.

In any case, the Licensee shall proceed with payment of the Royalties without undue delay.

Article 4 - Usage rights

4.1. The Licensee agrees not to undertake any use not explicitly authorised by the present Contract. Consequently, the Licensee may not transfer the Patents and/or the present usage licence to any third party, even temporarily and/or free of charge.

4.2. The Licensee may grant sub-licences for the Patents to any third party of their choice, without approval from the Licensor. The Licensor must include the sales thus achieved by the sub-licensed third party(ies) in the annual statement called for in Article 3 above.

Article 5 - Future developments and improvements

5.1. The Licensee shall keep the Licensor informed of all improvements to the Patents that he/she may bring about.

5.2. All Improvements made to the Patents by the Licensee, whether patentable or not, shall enter into the scope of application of the present licence without the Licensee's owing any supplemental Royalties.

5.3. Improvements shall be patented by the Licensor at his/her sole expense.

5.4. Each Party retains ownership of their previous know-how, methodologies and document frameworks. Unless otherwise stipulated herein, the other Party shall not receive rights over said know-how in application of the present Contract.

Article 6 - Guarantees – Responsibilities

6.1. The Licensor ensures Licensee's the peaceful enjoyment of the Patents throughout the duration of the Contract, as well as their material existence and their validity. The Licensee acknowledges having obtained and taken knowledge of all the documents and information relative to the Patents and hereby declares being fully informed of their validity.

6.2. If one of the Patents should be declared null and lapsed by a legal decision that has become final, the Licensee shall not be entitled to claim any indemnities nor reimbursement of any amounts of money already invested in performing the Clinical Trials, nor for Royalties already paid or which may be owed to the Licensor at the date of said legal decision.

6.3. With regard to customers and third parties, the Licensee alone shall be held liable for damages arising from the Products, and notably any production errors, defects or poor workmanship, non-conformity, handling errors, poor transport or warehousing conditions, including those that attributable to staff or subcontractors. Consequently, the Licensee expressly provides the Licensor with a guarantee against all third party actions concerning such damages.

6.4. Furthermore, the Licensee agrees to take out an insurance policy covering civil liability sufficient to cover the risks related to exploiting the Patents and to provide proof thereof to the Licensor immediately upon request. They accept to maintain said insurance policy in full force throughout the duration of the present Contract and to inform the Licensor in writing of any modifications made thereto during the execution of the present Contract, whatever their nature may be.

Article 7 - Industrial property – Counterfeiting

7.1. Expenses for the maintenance and upkeep of the Patents shall be at the Licensor's sole expense, including expenses related to Patent extensions to countries requested by the Licensee.

7.2. The Parties shall inform one another immediately when they learn of any acts of Patent counterfeiting by a third party and shall mutually provide each other will all elements in their possession that may notably be used to ascertain the nature and the scope of any counterfeits.

7.3. It will be up to the Licensor, if they so desire, to undertake any legal actions against the third-party counterfeiter.

If the Licensor fails to act, the Licensee may take action, in their own name, at their own expense, risk and benefit, in their own best interest and in that of the Licensor, who agrees, where possible, to provide any useful technical and/or legal advice.

Article 8 - Early termination

8.1. The present Contract may be terminated automatically in advance, to the prejudice of the delinquent Party, by either Party if the other Party fails to comply with any of their obligations under the present contract, if the delinquent Part does not remedy said failures within 15 days following receipt of the notification sent to them to this effect by registered letter with advice of delivery by the Part that is the victim of said failure, indicating their claims and intent to apply this express termination clause.

Where applicable, termination shall intervene without prejudice to any other rights or remedies available to the Party that is the victim of the failure and which may be taken against the delinquent Party.

8.2. The present Contract shall be terminated automatically if the Patents are revoked by a legal decision that has become final.

If only one of the Patents is revoked, the revocation of said Patent shall not lead to the termination of the present Contract unless said Patent is essential to carrying out the Clinical Trials and Marketing the Products. This revocation may, however, lead the Parties to review the amount of the Royalties by mutual agreement.

Article 9 - Consequences of the termination of contractual relations

9.1. Upon expiry of the present Contract for whatever reason, and notably in the case of early termination in application of the provisions of Article 8 "Early termination" above, the Licensee shall immediately return to the Licensor all related documents in their possession and which had been transmitted in the context of the execution of the present Contract, and shall immediately cease all exploitation of the Patents in any form whatsoever and for any purpose whatsoever.

9.2. The above provisions concerning the Licensee's obligation of confidentiality, shall remain applicable for the duration indicated therein, and this so long as one of the Patents has not fallen into the public domain.

9.3. The Parties shall jointly undertake the closing of the accounts in order to determine what amounts remain due to the Licensor on the day of termination of their contractual relations which, unless otherwise agreed by the Parties, shall become immediately payable due to the expiry of the present Contract, whatever the reason may be.

9.4. The Licensor, if they so desire, may buy back products produced in application of the present Contract from the Licensee and still held in stock on the day of termination of contractual relations, so long as they are of good marketable quality, at their cost price discounted at a rate to be determined at the time of purchase.

If said products are not of good marketable quality, they shall be immediately destroyed by the Licensee, at their sole expense.

If desired, the Licensor may also choose to take back for his/her own account all orders and work in progress as of the Contract's expiry and not yet processed by the Licensee, who expressly accepts to transfer them.

Article 10 - Confidentiality

10.1. Throughout the duration of the present Contract and for a period of ten (10) years after its expiry, the Parties are subject to a non-disclosure obligation covering all information exchanged between them concerning the Patents or transmitted by the Licensee to the Licensor, notably concerning Clinical Trials.

10.2. In case of expiry or termination of the present Contract, whatever the cause, the Parties shall cease all exchanges of confidential information and agree to destroy all confidential information from the other Party.

10.3. This confidentiality commitment only concerns information:

- that is not known to one of the Parties at the time of signing the present Contract;
- that is not in the public domain, or would not fall into the public domain during execution of the present Contract, although without their disclosure being held against one of the Parties, staff or subcontractors;
- that was not received from a third party in a lawful manner;
- whose disclosure is not required by the application of a mandatory legal or regulatory provision, or by application of a definitive legal decision or arbitration award.

Article 11 - Transfer of the Contract

As the Contract was signed *intuitu personae*, the resulting rights and obligations cannot be ceded or transferred, totally or partially, free of charge or for payment, for any reason, in any form and to any person whatsoever (and notably in the form of transfer or leasing management of goodwill, merger, spin-off, partial transfer of assets or transfer of securities), by either Party, without the prior express approval of the other Party.

Article 12 - Language of the Contract - Applicable law

12.1. By express agreement between the Parties, the present Contract is governed by and subject to French law.

12.2. It is written in the French language. An English version is appended in Appendix 2 of this Contract for information purposes for MORPHOCHEM, a company under German law.

12.3. In any case, by express agreement between the Parties, only the French text shall prevail in cases of disputes between the Parties and/or litigation.

Article 13 - Jurisdiction

In case of a dispute on the interpretation or the execution of one of the Contract's provisions, and lacking agreement between the Parties for recourse to a prior arbitration procedure, the *Tribunal de Commerce* [Commercial Court] in Montpellier, or the *Tribunal de Grande Instance* [District Court] in Paris for all differences arising from industrial property rights, alone shall be competent for judging any litigation.

Article 14 - Partial nullity

If one of the provisions of the present Contract is or becomes invalid or inapplicable, or if the Contract has shortcomings, the validity of the other provisions in the present Contract will not be affected.

In this case, the invalid or inapplicable provisions or the shortcomings shall be replaced or completed with a valid, applicable provision, which should come as close as possible to the invalid or inapplicable provision and which, in any case, must serve the purposes of the present Contract in accordance with the Parties' intent.

Article 15 - Tax registration - Recording the License

15.1. All costs, taxes and fees due as a consequence of the present License, and notably any fees for tax registration, exception being made of the Licensor's personal taxes, will be at the expense of the Licensee, who agrees to pay them in a timely manner and to undertake all tax formalities arising from the present Patent license.

15.2. Costs arising from administrative formalities for the registration of the present Contract with the patent registries at each of the concerned Industrial Property Offices and, if necessary, will be at the expense of the Licensee who agrees to this and by the present gives all powers to the holder of an original or a copy of the present document to have said Contract registered if possible by extract.

Article 16 - Relations between the Parties

The Parties are and must be considered as independent parties and no provisions of the present Contract may be interpreted as comprising a *de facto* company, joint stock company, joint venture or agency between the Parties.

Article 17 - Miscellaneous

17.1. The present Contract comprises the entire agreement between the Parties relative to the purpose of this Contract and supersedes all previous agreements, declarations, negotiations, oral or written communications, approvals, contracts and accords relative to the purpose of this Contract.

17.2. All documents appended to this Contract in Appendixes 1 and 2 are an integral part of the Contract and form therewith an indivisible whole in the minds of the Parties.

17.3. Any changes to the provisions of the present Contract shall not take effect until a written amendment is duly signed by the Parties, except for changes to the list of Patents and SPCs that may arise during the Duration of the Contract. Such changes, deletions or additions to said list shall be made by the Licensor, who shall inform the Licensee thereof through the best suited means of communication.

17.4. The titles of the articles and paragraphs in the present Contract were written to facilitate reading the present and have no effect on the interpretation of the present Contract.

17.5. If any of the provisions of the present Contract are declared illicit or null by a legal decision that has become final or a decision by an arbiter or any other authority that has become final, the Parties agree to negotiate the consequences of this cancellation in good faith so that the Contract's financial balance is maintained insofar as possible.

If the Parties cannot reach an agreement on replacing the clause(s) in question, said clause(s) shall be cancelled and the other provisions in the present Contract shall remain in force, without prejudice to the validity of the Contract as a whole, nor to its legal effects.

17.6. Any notifications given under the terms of the present Contract must be sent in writing to the addresses indicated in this Contract or by e-mail (excluding cases for which a registered letter with acknowledgement of receipt is required under the Contract), and will be deemed to have been sent and received (i) the same day in the case of hand delivery (ii), the next day in the case of an e-mail, telex or fax, (iii), the day of the first presentation in the case of a registered letter with acknowledgement of receipt, or (iv) the third business day after sending the notification by an international courier service (such as FedEx/UPS).

The Parties shall keep each other informed immediately by registered letter with acknowledgement of receipt of any changes to their postal and/or electronic addresses.

17.7. Neither Party can be held responsible if they are unable to execute or if there is a delay in the execution of one or more of their obligations under the present Contract, if said delay or impossibility is the result of circumstances that are totally outside their control, such as a fire, flood or other natural disaster, a social movement, a revolution/riot, a government decision or a change in the legislation applicable to the present contract or any other cases of force majeure.

17.8. The Parties declare that (i) the provisions of the Contract were negotiated in good faith, in accordance with the mandatory provisions in article 1104 of the French Civil Code, and that (ii) all information having decisive importance for the consent of one of the Parties has been revealed by the Party having knowledge thereof to the other Party, in accordance with the provisions in article 1112-1 of said Code.

Done in two copies,

At Montpellier,

June 28th, 2019

At Montpellier,

June 28th, 2019

For MORPHOCHEM

Emmanuel PETIOT

Chief Executive Officer (*Geschäftsführer*)

For DEINOVE

Emmanuel PETIOT

Chief Executive Officer